

Audience publique du 30 juin 2014

Recours formé par
Madame ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
en matière d'aides financières pour études supérieures

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 29776 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 26 janvier 2012 par Maître Steve HELMINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à L-..., tendant à principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du ministre délégué à la Fonction publique et à la Réforme administrative du 8 décembre 2011 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

Vu le jugement du 24 avril 2013 par lequel le tribunal administratif a reçu le recours principal en réformation en la forme et, au fond, avant tout autre progrès en cause et réservant les frais, a soumis à la Cour Constitutionnelle la question constitutionnelle y relatée ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 15 novembre 2013, n° 00103 du registre ;

Vu le mémoire complémentaire déposé au greffe du tribunal administratif le 28 janvier 2014 par Maître Steve HELMINGER au nom de Madame ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Steve HELMINGER et Madame le délégué du gouvernement Linda MANIEWSKI en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 19 mai 2014.

Par contrat d'engagement du 1^{er} mars 2005, Madame ... fut engagée, avec effet au même jour, auprès de l'Administration judiciaire en tant qu'employée de l'Etat pour une durée indéterminée et à tâche complète.

Par décision du procureur général d'Etat du 10 février 2009, Madame ... fut affectée à un poste de greffier près du cabinet d'instruction à Luxembourg avec effet au 16 février 2009.

Par courrier de son mandataire du 10 février 2010, Madame ... s'adressa au ministre de la Justice pour l'informer que la prime d'astreinte allouée en vertu de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, ci-après « la loi du 7 mars 1980 », aux greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, lui était refusée depuis son entrée en fonctions en date du 16 février 2009 et pour demander au ministre de remédier à cette situation en lui octroyant ladite indemnité.

Par décision du 26 février 2010, adressée au mandataire de Madame ..., le ministre refusa de faire droit à la prédite demande aux motifs suivants :

« En réponse à votre courrier du 10 février 2010 au sujet de l'affaire reprise sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que Madame ..., employée de l'Etat au greffe du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ne peut pas bénéficier de l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire disposant que les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction jouissent d'une indemnité de trente points indiciaires.

En effet, selon l'article 76 de la même loi du 7 mars 1980, les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur. Il s'ensuit que seuls les fonctionnaires de cette carrière peuvent bénéficier de cette indemnité.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative préconisa dans sa prise de position du 11 mai 2009 que je joins en annexe d'allouer à Madame ... une prime d'astreinte en exécution de l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, cette disposition étant aussi applicable aux employés de l'Etat.

Je me rallie aux conclusions du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

La liquidation de la prime d'astreinte pourra se faire sur base d'un relevé mensuel indiquant les prestations organisées en dehors des heures normales de service. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 3 juin 2010, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre de la Justice précitée du 26 février 2010 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980.

Par jugement du 7 mars 2011, n°26969 du rôle, le tribunal a retenu que le ministre de la Justice était incompétent pour se prononcer sur la demande en allocation d'une indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980, et a, dans le cadre de leur pouvoir de réformation, annulé la décision ministérielle du 26 février 2010, tout en renvoyant le dossier en prosécution de cause devant le directeur de l'administration du personnel de l'Etat.

Suite à une requête d'appel introduite par la partie étatique en date du 29 mars 2011, la Cour administrative, dans un arrêt du 28 juin 2011, n°28242C du rôle, a partiellement confirmé le jugement de première instance et a renvoyé le dossier devant le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, en retenant que ce serait à bon droit que les premiers juges ont déclaré que le ministre de la Justice n'était pas compétent pour refuser la demande introduite par Madame ... et ont estimé, à partir des dispositions de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, que la compétence pour la fixation de l'indemnité sollicitée par celle-ci appartient au ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, cette compétence comprenant d'après les juges de la juridiction suprême celle de dénouer le point litigieux, à savoir si Madame ... a droit à l'indemnité prévue par l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 ou à la prime d'astreinte prévue par l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, ci-après « la loi du 22 juin 1963 ».

Suite à l'arrêt précité, et le renvoi de l'affaire devant le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ci-après « le ministre », celui-ci prit, en date du 8 décembre 2011, la décision qui suit :

« Comme suite à la décision de la Cour administrative du 28 juin 2011 qui a renvoyé votre demande en obtention de l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire au Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme administrative pour compétence, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

L'article 181, alinéa 5 de la loi en question dispose que « les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction jouissent d'une indemnité de 30 points indiciaires ». Or, l'article 76, paragraphe II, alinéa 4 prévoit que les greffiers en chef et les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur ... ».

Dans la mesure où vous avez la qualité d'employé de l'Etat et non celle de fonctionnaire, je ne suis pas en mesure de vous accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 précitée.

Comme je vous l'avais toutefois déjà fait noter dans mon avis du 11 mai 2009, j'estime que vous êtes susceptible de tomber sous le champ d'application de l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat qui prévoit en son paragraphe 3 que le fonctionnaire, périodiquement ou occasionnellement astreint à du service les samedis, dimanches ou jours fériés ainsi que pendant la nuit entre vingt-deux et six heures, peut bénéficier d'une prime d'astreinte de 0,04 point indiciaire.

Dans la mesure où le règlement grand-ducal du 27 juillet 1992 portant fixation des conditions et modalités d'attribution d'une prime d'astreinte aux fonctionnaires de l'Etat dispose en son article 6 que les décisions individuelles d'allocation des primes d'astreinte prévues par l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 précitée sont prises par arrêté du ministre du ressort sur avis du Ministre de la Fonction Publique, je marque mon avis favorable à l'allocation d'une prime d'astreinte, la décision finale quant à l'allocation de cette prime étant cependant réservée à Monsieur le Ministre de la Justice.

Le dossier est donc renvoyé à Monsieur le Ministre de la Justice en application de la disposition précitée en ce qui concerne le seul volet relatif à la prime d'astreinte.

En ce qui concerne le volet relatif à la prime de greffier prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 précitée, je vous prie de bien vouloir noter que vous disposez d'un recours devant le Tribunal administratif contre la présente décision à exercer par ministère d'avocat à la Cour dans un délai de trois mois (....) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 26 janvier 2012, Madame ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre précitée du 8 décembre 2011 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980.

A l'appui de son recours et après avoir expliqué les faits et rétroactes à la base de son recours, la demanderesse a affirmé que depuis son entrée en fonctions auprès du cabinet du juge d'instruction, en date du 16 février 2009, elle serait, à côté de ses horaires normaux de travail, périodiquement astreinte au service pendant les week-ends et les jours fériés, ainsi que pendant la nuit entre vingt-deux et six heures. Elle a encore expliqué que l'octroi de l'indemnité telle que prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 se justifierait par le régime de travail irrégulier des greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction et par leur obligation de disponibilité pendant, voire en dehors des périodes de permanence.

En droit, la demanderesse s'est prévalu d'une violation de l'article 10bis (1) de la Constitution, en précisant que le principe d'égalité y prévu interdirait toute discrimination entre deux ou plusieurs catégories de personnes se trouvant dans une situation comparable. Ainsi, elle a fait plaider que malgré le fait qu'elle se trouverait dans une situation de travail identique à celle d'un greffier-fonctionnaire, elle se verrait néanmoins refuser le bénéfice de l'indemnité des trente points indiciaires, de sorte à être traitée d'une manière moins favorable qu'un greffier-fonctionnaire. La demanderesse a fait valoir que contrairement à l'argumentation ministérielle critiquée, cette différence de traitement ne saurait se justifier par le fait que les greffiers seraient choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur, alors qu'elle-même aurait été nommée au poste de greffier et ce malgré le fait qu'elle ne serait qu'une « *simple employée* » et Madame ... en a conclu que ce serait à tort que le ministre a retenu que seuls les greffiers-fonctionnaires de la carrière moyenne pourraient bénéficier de l'indemnité indiciaire de trente points. Dans ce contexte elle a encore mis en exergue le fait que sa nomination au poste de greffier a été signée par le Procureur général de l'Etat, pour être ensuite transmise au ministre de la Justice, lequel ne se serait jamais opposé à une telle nomination. Elle estime que ce désavantage ne saurait être compensé par l'octroi d'une prime d'astreinte telle que prévue à l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980, la demanderesse a fait plaider que ledit article ne saurait être sujet à interprétation, étant donné qu'il prévoirait une indemnité de trente points au profit de tout greffier attaché au cabinet d'instruction, sans opérer de distinction quant au statut de celui-ci, de sorte que le ministre, dans sa décision attaquée du 8 décembre 2011, aurait fait une distinction non permise par le texte légal

applicable, la demanderesse ayant encore souligné que la différence de traitement ainsi opérée ne se justifierait par aucun critère rationnel et constituerait dès lors une discrimination prohibée tant par le droit communautaire que par le droit national.

Madame ... a partant conclu à la réformation de la décision déférée, le cas échéant après saisine de la Cour Constitutionnelle d'une question préjudicielle relative à la violation du principe d'égalité devant la loi tel qu'il est consacré par la Constitution.

Le délégué du gouvernement, de son côté, a souligné que si l'article 181, alinéa 5, du 7 mars 1980 prévoyait certes une indemnité de 30 points indiciaires pour les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, il serait néanmoins à noter que l'article 76 de la même loi préciserait que les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur. Il a dès lors été d'avis que le terme de greffier utilisé à l'article 181, alinéa 5, prémentionné ne saurait viser que les fonctionnaires de la carrière moyenne affectés à l'Administration judiciaire et ceci à l'exclusion de tout autre agent sous peine de dénaturer la définition très précise que le législateur aurait entendu conférer à la fonction de greffier. Il a encore précisé que cette conclusion ne saurait être éternée par le fait que le Procureur général d'Etat aurait également utilisé la dénomination de « greffier » pour désigner Madame ..., alors qu'il n'appartiendrait pas à celui-ci de donner un autre sens à la loi que le législateur.

En ce qui concerne le principe d'égalité devant la loi, la partie étatique a estimé que l'affirmation de la demanderesse selon laquelle elle se trouverait dans une situation de travail identique à celle des agents touchant l'indemnité de 30 points indiciaires resterait à l'état de pure allégation. Le délégué du gouvernement a encore expliqué qu'en l'espèce, il y aurait une disparité objective entre les personnes en cause, dans la mesure où Madame ... ne ferait pas partie de la carrière moyenne de rédacteur de l'Administration judiciaire et ne disposerait par ailleurs d'aucun diplôme lui permettant de faire partie de cette carrière. Il a par ailleurs affirmé que la mesure prise par le ministre serait rationnellement justifiée dans la mesure où il serait possible pour le législateur de soumettre des catégories de personnes dont les conditions d'emploi sont différentes, ce qui serait le cas en l'espèce, à des régimes différents. A ce sujet, il a encore mis une fois en exergue le fait que Madame ... ne disposerait pas des mêmes diplômes, ni de la même formation que les greffiers-fonctionnaires, la formation consistant notamment dans l'accomplissement d'un stage. La partie étatique a encore fait valoir que cette mesure serait adéquate dans la mesure où les fonctionnaires affectés à la tâche de greffier auprès des cabinets d'instruction seraient usuellement exposés à des contraintes auxquelles d'autres agents ne seraient pas soumis. Finalement, le délégué du gouvernement a retenu que la mesure serait proportionnée par rapport aux fonctionnaires et aux employés de l'Etat, étant donné que l'indemnité en question serait réduite quant à son montant et comparable à d'autres indemnités payées pour des astreintes similaires et que les autres fonctionnaires et employés ne rentrant pas dans le bénéfice de la prime en question, pourraient toucher une indemnité semblable lorsqu'ils sont astreints à du travail dépassant les heures normales de travail et ceci en vertu de l'article 25 de la loi du 22 juin 1963.

Le délégué du gouvernement en a conclu que le recours sous analyse devrait être rejeté pour ne pas être fondé.

Par jugement du 24 avril 2013, le tribunal administratif a reçu le recours en réformation introduit à titre principal en la forme et a retenu qu'il n'y a pas lieu d'analyser le recours en annulation introduit à titre subsidiaire.

Quant au fond, et compte tenu du moyen de la demanderesse basé sur une violation alléguée du principe d'égalité devant la loi, le tribunal, estimant que la Cour Constitutionnelle n'avait pas encore statué sur une question ayant le même objet et que la question n'était pas non plus dénuée, *a priori*, de tout fondement, a par son jugement pémentionné du 24 avril 2013, avant tout progrès en cause et réservant les frais, demandé à la Cour Constitutionnelle de statuer à titre préjudiciel sur la question suivante :

«L'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, sinon son interprétation, qui retient que seuls les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur peuvent bénéficier de l'indemnité de trente points indiciaires, à l'exclusion des employés de l'Etat affectés en tant que greffiers assumés auprès des cabinets des juges d'instruction, est-il conforme à l'article 10 bis de la Constitution, au regard de la différence de traitement ainsi instaurée entre les fonctionnaires et les employés de l'Etat exerçant des fonctions identiques ?»

Dans un arrêt du 15 novembre 2013, n°00103 du registre, la Cour Constitutionnelle a d'abord constaté que la question lui soumise *« met en comparaison, sous l'aspect litigieux du bénéfice de l'indemnité de trente points indiciaires prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire au profit des greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, les agents qui relèvent du statut du fonctionnaire de l'Etat et ceux qui ressortissent au régime des employés de l'Etat »*.

Elle a en outre relevé que *« la mise en œuvre de la règle constitutionnelle d'égalité suppose que les catégories de personnes entre lesquelles une discrimination est alléguée se trouvent dans une situation comparable au regard de la mesure critiquée »*. La Cour Constitutionnelle a ensuite retenu que *« les fonctionnaires, après avoir passé un examen-concours, une période de stage et des examens de promotion, se trouvent au service de l'Etat du fait d'une nomination emportant l'application de l'ensemble des droits et devoirs définis par le statut général des fonctionnaires de l'Etat et qu'ils accomplissent un travail correspondant à une fonction déterminée au sein d'un département ou d'une administration de l'Etat et participent ainsi à l'exercice de la puissance publique »* et que *« les employés de l'Etat sont des agents auxquels l'employeur public recourt pour combler des besoins d'effectifs et que la finalité différente de leur engagement implique l'application d'un régime moins rigoureux et plus flexible »*.

La Cour Constitutionnelle a dès lors décidé que *« sous l'aspect de leur régime en général et de celui du bénéfice de l'indemnité de trente points indiciaires prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire au profit des greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction en particulier, la situation des deux catégories, employés et fonctionnaires de l'Etat n'est pas comparable »*.

Aussi, la Cour Constitutionnelle a décidé, en réponse à la question préjudicielle lui posée

que l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, en ce qu'il réserve le bénéfice de l'indemnité des trente points indiciaires aux seuls greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, n'est pas contraire à l'article 10 bis paragraphe 1^{er} de la Constitution.

Par courrier du 6 décembre 2013, le litismandataire de Madame ... a sollicité la possibilité de prendre position par rapport au prédit arrêt de la Cour Constitutionnelle par un mémoire supplémentaire, demande à laquelle le tribunal a fait droit à l'audience publique du 9 décembre 2013.

Dans son mémoire supplémentaire, la demanderesse fait valoir que la Cour Constitutionnelle, en ayant retenu que les employés de l'Etat sont des agents auxquels l'employeur public recourt pour combler les besoins d'effectifs, insinuerait que les greffiers engagés comme employés d'Etat seraient affectés de manière provisoire auprès du cabinet d'instruction et ne serviraient qu'à combler un vide apparu suite une place accidentellement vacante. Or, la demanderesse souligne avoir été affectée au poste de greffier près du cabinet d'instruction du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en date du 10 février 2009, de sorte qu'on ne saurait parler dans son cas d'une affectation provisoire, destinée à combler les besoins d'effectifs. A l'appui de ses dires, la demanderesse se base notamment sur un courrier de Monsieur le Juge d'Instruction Directeur du 2 mai 2012, ainsi que sur plusieurs attestations de juges auprès du cabinet d'instruction, documents dans lesquels il est fait état d'une situation d'injustice et qui soulignent que les greffiers engagés comme employés d'Etat feraient le même travail au cabinet d'instruction que les greffiers ayant le statut de fonctionnaires et ce avec la même rigueur. La demanderesse en conclut qu'il ne saurait être valablement soutenu que son engagement « *implique l'application d'un régime moins rigoureux et plus flexible* » et que la situation des greffiers ayant le statut de fonctionnaire et celle des greffiers engagés comme employés de l'Etat ne seraient pas comparables, de sorte que même si l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 n'était pas inconstitutionnel en soi, l'application que le ministre ferait de cet article serait quant à elle inconstitutionnelle. La demanderesse fait ainsi valoir que dans la mesure où l'Administration autoriserait des employés de l'Etat à occuper la fonction de greffier au sein du cabinet d'instruction, elle ne saurait par la suite les exclure de certains avantages sans violer le principe d'égalité de traitement, la demanderesse soulignant encore qu'une telle différence de traitement ne se justifierait par aucun critère objectif et rationnel, de sorte à constituer une discrimination prohibée tant par le droit communautaire que par le droit national.

Force est de constater que par le biais de son mémoire supplémentaire, la demanderesse conteste en substance les conclusions de la Cour Constitutionnelle et plus particulièrement le fait que dans son arrêt du 15 novembre 2013, la Haute juridiction a retenu que les greffiers ayant le statut de fonctionnaire et ceux ayant été engagés comme employés de l'Etat ne seraient pas dans une situation comparable, la demanderesse insistant ainsi sur le prétendu caractère inconstitutionnel de l'application de l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 et ce malgré le fait que la Cour Constitutionnelle a explicitement retenu que l'application que fait le ministre dudit article ne serait pas contraire au principe d'égalité de traitement. En effet, en soulignant que l'article 76 paragraphe II alinéa 4 de la loi du 7 mars 1980 prévoit que les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur, la Cour a décidé que l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980, en ce qu'il réserve le bénéfice de l'indemnité de

trente points indiciaires aux seuls greffiers attachés au cabinet des juges d’instruction, c’est-à-dire aux greffiers ayant le statut de fonctionnaire, n’est pas contraire à l’article 10 bis paragraphe 1^{er} de la Constitution. Or, en contestant ainsi les conclusions de la Cour Constitutionnelle, la demanderesse demande implicitement mais nécessairement au tribunal de se départir de l’arrêt rendu par cette dernière.

Il y a cependant lieu de rappeler que l’article 15 de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle dispose en son deuxième alinéa que :

« La juridiction qui a posé la question préjudicielle, ainsi que toutes les autres juridictions appelées à statuer dans la même affaire, sont tenues, pour la solution du litige dont elles sont saisies, de se conformer à l’arrêt rendu par la Cour ».

Il résulte de la disposition légale qui précède que les conclusions de la Cour Constitutionnelle s’imposent au tribunal, lequel doit impérativement s’y conformer.

Par ailleurs, il y a lieu de constater que les critiques de la demanderesse ont principalement trait à la motivation de l’arrêt et non pas à sa conclusion, la demanderesse mettant en effet en exergue, en se prévalant de différentes attestations établies par des juges d’instruction, que ce serait à tort que la Cour Constitutionnelle a conclu que les greffiers engagés comme employés de l’Etat ne feraient pas le même travail et ne se trouveraient pas dans une situation identique que celle des greffiers ayant le statut de fonctionnaires d’Etat. Or, l’arrêt de la Cour Constitutionnelle du 15 novembre 2013 s’impose au tribunal en son dispositif et ce indépendamment de sa motivation, laquelle ne saurait en tout état de cause être rediscutée devant la juridiction ayant posé la question préjudicielle, de sorte que les développements de la demanderesse sont en tout état de cause à écarter.

Au vu des considérations qui précèdent et dans la mesure où la Cour Constitutionnelle a retenu que l’article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980, en ce qu’il réserve l’octroi de l’indemnité de trente points indiciaires aux seuls greffiers ayant le statut de fonctionnaires n’est pas contraire à l’article 10 bis paragraphe 1^{er} de la Constitution, et à défaut de tout autre moyen circonstancié, il y a lieu de déclarer le recours en réformation tel qu’introduit par Madame ... non fondé.

La demanderesse réclame encore la condamnation de l’Etat à lui payer une indemnité de procédure d’un montant de 1.500.- € sur base de l’article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, demande qui, au vu de l’issue du présent litige, est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

vidant le jugement du 24 avril 2013 ;

dit que le recours en réformation dirigé contre la décision du ministre délégué à la Fonction publique et à la Réforme administrative du 8 décembre 2011 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5, de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est non justifié, partant en déboute ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure telle que formulée par Madame ... ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 30 juin 2014 par :

Thessy Kuborn, premier juge,
Paul Nourissier, juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit

s. Schmit

s. Kuborn